



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Mission Eolien  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 20 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 12/06/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

### **FERME EOLIENNE DE TILLIERES**

Lieu-dit Patis de la Touche  
49450 Sèvremoine

**Références :** 2025-51\_INSP\_FERME ÉOLIENNE DE TILLIÈRES\_RAP

**Code AIOT :** 0006309689

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 dans l'établissement FERME EOLIENNE DE TILLIERES implanté Lieu-dit Patis de la Touche TILLIERES 49450 Sèvremoine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERME EOLIENNE DE TILLIERES
- Lieu-dit Patis de la Touche TILLIERES 49450 Sèvremoine
- Code AIOT : 0006309689
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société FERME EOLIENNE DE TILLIÈRES a été autorisée par l'arrêté DIDD-2018 n°78 à exploiter un parc éolien composé de 4 aérogénérateurs et un poste de livraison sur le territoire de la commune de Sèvremoine.

La mise en service industrielle du parc a été déclarée au 10 décembre 2019 et la première visite de l'inspection des installations classées date du 3 juin 2020. L'exploitant avait alors informé l'inspection de la réalisation d'un suivi d'activité et de mortalité des chiroptères et de l'avifaune sur une année en cours.

Cette visite conjointe avec le service en charge de la biodiversité de la direction départementale des territoires a pour objectif de faire le point sur le bridage appliqué et les mesures correctives

mis en place depuis la mise en service industrielle du parc.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Renouvellement du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 alinéa 2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Prescriptions à observer par les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 alinéa 2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Rapport annuel de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 3	Demande d'action corrective	6 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 alinéa 1	Sans objet
4	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
5	Etat fonctionnel des équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 2	Sans objet
7	Contrôle visuel des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 2	Sans objet
8	Liste des systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 3 et 4	Sans objet
9	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 alinéa 2	Sans objet
11	Contrôle acoustique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Sans objet
12	Limitation des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
13	Accès carrossable	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 alinéa 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite conjointe de l'inspection des installations classées et de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire en charge des aspects biodiversité sur le parc éolien de Tillière a permis de faire le point sur les suivis environnementaux et les bridages à appliquer sur ce parc dont plusieurs incidents sur la faune volante ont été constatés. Des éléments justifiant des recherches d'actions correctives ou d'adaptation du fonctionnement ont été apportés par l'exploitant. Concernant le suivi d'exploitation du parc, certaines non-conformités liées aux contrôles électriques et à la compétence des prestataires le réalisant ont été relevées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réalisation du suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 alinéa 1, Arrêté préfectoral, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Biodiversité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents.</p> <p>Prescription de l'arrêté préfectoral DIDD-2018 n°78 article 3.1</p> <p>Afin de réduire le risque de collision, en particulier, pour certaines espèces de chiroptères, des mesures de bridage pour les éoliennes sont mises en place conformément au dossier, avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les éoliennes E2 et E3, l'arrêt des éoliennes dans les conditions suivantes : du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre, 30 min avant l'heure officielle du coucher du soleil et 30 min après son lever, lorsque la vitesse des vents à hauteur du moyeu est &lt; 5 m/s, si la température est &gt; 10 °C et en l'absence de pluie significative (&lt; 1 mm/h)</li> <li>- pour les éoliennes E1 et F4, l'arrêt des éoliennes dans les conditions suivantes : du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre, 30 min avant l'heure officielle du coucher du soleil et 30 min après son lever, lorsque la vitesse des vents à hauteur du moyeu est &lt; 5 m/s, si la température est &gt; 8 °C et en l'absence de pluie significative (&lt; 1 mm/h)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Après la mise en service industrielle en date du 10 décembre 2019, les suivis environnementaux ont été transmis par l'exploitant pour les années 2020, 2021, 2022, 2023.</p>

Chacun de ces suivis environnementaux était accompagné d'un porter à connaissance sur le positionnement de l'exploitant sur la conclusion du bureau d'étude écologie et sur les prescriptions à faire évoluer.

A la suite du suivi environnemental de 2022, un bridage a été mis en place sur toutes les éoliennes du parc du 15 mars au 31 octobre 2023 selon les paramètres suivants :

E1 à E4	Modèle de régulation		
	Du 15 mars au 14 juillet	Du 15 juillet au 15 septembre	Du 16 septembre au 31 octobre
	Du coucher jusqu'à 30 mins après le lever du soleil	Du coucher au lever du soleil	Du coucher au lever du soleil
	Température > 10 °C	Température > 10°C	Température > 10°C
	Vitesse de vent < 5,6 m/s	Vitesse de vent < 6 m/s	Vitesse de vent < 5,6 m/s
	Absence de précipitation	Absence de précipitation	Absence de précipitation

Concernant l'avifaune, l'analyse du rapport de 2022 indiquait une mortalité significative et qui concerne des espèces à fort intérêt patrimonial. La ferme éolienne s'était engagée à installer un système de détection par caméras avec effarouchement/arrêts calibré pour des arrêts diurnes entre le 15 mars et le 31 octobre. Le 17 octobre 2022, l'exploitant a informé la préfecture de la mise en place d'un système de détection et arrêt relatif à l'avifaune sur le parc éolien.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Renouvellement du suivi environnemental

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 alinéa 2, Arrêté préfectoral, article 9.1

**Thème(s) :** Autre, Biodiversité

### Prescription contrôlée :

Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 alinéa 2

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Arrêté préfectoral, article 9.1

Ce suivi environnemental post-implantation est réalisé au moins une fois au cours des trois premières années de fonctionnement de l'installation, puis une fois tous les dix ans. Sa réalisation tient compte des cycles biologiques des espèces présentes pour être représentative.

Ce suivi environnemental est confié à une personne ou un organisme qualifié. Les résultats du suivi accompagnés de tous les éléments nécessaires à leur appréciation, ainsi que des justificatifs de réalisation des mesures préventives et correctives pour limiter l'impact, sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de mortalité significative (chiroptères, oiseaux), l'exploitant devra prévoir des mesures correctives telles que l'adaptation du bridage des éoliennes. Ces mesures seront mises en place sur le parc éolien dès connaissance des résultats de ce suivi et un rapport spécifique présentant ces mesures de réduction seront transmises à l'inspection des installations classées dans un délai qui n'excédera pas un mois.

Le suivi environnemental, mis en place par l'exploitant, est conforme au protocole reconnu par la décision du ministre chargé des installations classées en date du 23 novembre 2015.

**Constats :**

Le suivi environnemental transmis le 25 juin 2024 indiquait que 4 cadavres de chiroptères et 7 cadavres d'oiseaux ont été retrouvés au pied des aérogénérateurs du parc pour l'année 2023.

Dans votre lettre porter à connaissance, vous indiquiez que le bureau d'études demandait de renouveler le suivi environnemental en 2024 mais que vous ne le feriez pas.

L'inspection vous a rappelé les prescriptions en Article 9.1 de votre arrêté préfectoral DIDD-2018 n°78 du 03 avril 2010 qui précise qu' en cas de mortalité significative, l'exploitant devra prévoir des mesures correctives telles que l'adaptation du bridage des éoliennes [...] dans un délai qui n'excédera pas un mois ».

Suite à ce rappel, un incident faune volante concernant une noctulle est intervenu sur le parc, le bridage n'avait alors pas pu être mis en place du fait du turbinier d'après l'exploitant.

Les éléments justificatifs des échanges avec le turbinier ont été transmis après l'inspection, il s'avère que pour la prise en compte des modifications le turbinier exige les conclusions du bureau d'étude et un courrier de la DREAL qui valide ces paramètres.

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une copie d'écran (un tableur du SCADA) du bridage chiroptère incrémenté à ce jour sur le parc et l'exploitant nous a expliqué faire le nécessaire pour reprendre la main sur ce sujet via un SCADA interne en cours de développement lors de la visite.

En 2025, une nouvelle fiche incident faune volante concernant un élanion blanc a été transmise pour ce parc. L'exploitant a indiqué que la définition du matériel de détection mis en place devait faire l'objet d'ajustements sur lesquels ils travaillent en interne (reconnaissance ajustée en distance et en envergure des oiseaux). L'élanion blanc est un rapace d'une taille inférieure à ceux pour lequel le système actuel est paramétré ou en capacité de détecter.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection rappelle que l'exploitant est responsable du fonctionnement du parc et non le turbinier.

L'exploitant doit mettre en place un bridage permettant d'éviter des mortalités. Des actions correctives sont à mettre en place. L'exploitant informera l'inspection de l'avancée des actions correctives.

Un nouveau suivi doit être mis en place pour justifier de l'efficacité des mesures. En cas de mortalité significative, l'inspection pourra proposer une mise en demeure au préfet.

L'exploitant devra informer l'inspection des installations classées dans l'éventualité d'une modification des systèmes de détection de faune volante mise en place et analysera son efficacité.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : Prescriptions à observer par les tiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Informations des tiers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : « - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; « - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; « - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; « - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
<b>Constats :</b>  Les prescriptions à observer par les tiers et les dangers inhérents au parc éolien sont bien présentés sur les panneaux à l'accès de chaque plateforme. Sur les panneaux des risques électriques « soins aux électrisés », au niveau des aérogénérateurs et postes de livraison, le numéro de l'entreprise n'est pas présent.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit ajouter le numéro de l'entreprise sur les panneaux des risques électriques « soins aux électrisés », au niveau des aérogénérateurs et poste de livraison.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 4 : Propreté des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  Les pieds de mats des aérogénérateurs visités sont propres et sans matériaux combustibles ou inflammables entreposés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Etat fonctionnel des équipements de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tests de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis avant l'inspection les différentes maintenances réalisées par le turbinier Enercon pour les années 2023, 2024 et 2025. Ces rapports de maintenance correspondent aux manuels d'entretien transmis et liste les points de contrôles dont la vérification a été effectuée ainsi que son état voire les actions correctives (récapitulatif en fin de rapport). Le rapport de maintenance correspondant au « vent » présente les tests de régime de survitesse réalisés. Ces rapports sont en français et n'appellent pas d'observations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Rapport annuel de vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis les rapports de vérification contractuelle des tests et mesurages des installations et matériel électrique du 12 février 2025 réalisé par la société Veritech. Cette société n'est pas certifiée ou agréée pour réaliser ces contrôles. L'exploitant en a été informé (déjà sur de précédents parcs). Ces rapports ne présentent pas de référence à la réglementation ou aux normes appliquées et il y a des limites d'intervention qui indiquent que par mesure de sécurité et pour des raisons d'accompagnement l'ouverture de la barrette mesure prise de terre n'a pas pu être réalisé et que les récepteurs sur lesquels les mesures de continuité du circuit de protection n'ont pas pu être réalisées pour cause d'inaccessibilité. Ces contrôles ne peuvent pas être considérés comme conformes à la prescription.  Une observation a été indiquée au niveau du rapport il y a des blocs secours et un manque d'éclairage secours dans la tour concernant le poste de livraison et il y a un bapi non fonctionnel. La question a été posée à l'exploitant des suites données à ces non-conformités et leur traçabilité (logiciel interne).



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit faire contrôler ses installations électriques intérieures et les postes de livraison par un organisme compétent à fréquence annuelle.

Le contrôle ne doit pas présenter de limites d'intervention.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 7 : Contrôle visuel des pâles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Pales

**Prescription contrôlée :**

Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pâles et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

**Constats :**

L'exploitant a transmis avant la visite les rapports de vérification des pâles réalisés par la société Cornis par drone pour 3 semestres successifs. Les dates d'inspection sont le 19 mars 2024, août 2024 et le 27 février 2025 la fréquence maximale de 6 mois est respectée. Les dommages considérés comme substantiels sur les rapports sont bien corrigés sur le rapport du semestre suivant. Ces rapports sont intégralement en anglais. Ces rapports n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Liste des systèmes instrumentés de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 3 et 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, SIS

**Prescription contrôlée :**

L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité précisant leur fonctionnalité, leur fréquence de test et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

**Constats :**

L'exploitant a transmis l'annexe 6 d'un document interne de référence fr-ete-01-A correspondant à la description des systèmes instrumentés de sécurité de leur manuel qualité. Ces descriptions correspondent à la fois aux éoliennes de la marque Enercon et de la marque Vestas. Sur chacune

des fiches de ce document, des commentaires sont inscrits voire des questions posées au turbinier avec la réponse qui a été apportée par le turbinier Vestas on ne trouve pas de réponse de la part du turbinier Enercon.

Ces fiches regroupent les informations suivantes : quel(s) SIS permettent quel détection, système de surveillance, en cas de panne (arrêt auto de la turbine, arrêt de la production, découplage HT, redémarrage à distance, inspection turbine / tests à remettre le capteur en place, test périodique (périodicité pendant quelle maintenance, description du test sur les protocoles de maintenance)

On peut remarquer en page 23, sur les questions des produits utilisés au sein de l'éolienne, la réponse de Vestas indique que les FDS des produits ne sont pas demandés par les ICPE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Registre de maintenance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 alinéa 2

**Thème(s) :** Autre, Maintenance

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

**Constats :**

Dans les mats des aérogénérateurs visités, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un registre de maintenance contenant toutes les interventions par type : incendie, contrôle électrique, monte charge, appareils et accessoires de levages, équipements de protection individuelle et collective.

Un cahier supplémentaire de ENERCON détaille le sujet des interventions, les remarques éventuelles et le cas échéant les actions correctives ou réparations réalisées. Ce cahier est renseigné par tous les intervenants (Energie Team, Enercon, Veritech).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositif d'extinction

**Prescription contrôlée :**

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

**Constats :**

L'exploitant a fourni avant la visite les rapports de vérification des extincteurs en date du 21 septembre 2023 et du 29 août 2024 réalisés par la société planeta. Ces rapports indiquent un numéro de série d'extincteur, une date de mise en service, un poids mesuré pour la quantité de CO<sub>2</sub> restante et une validation de sa conformité cependant aucune localisation de l'extincteur n'est

indiqué (pied de mat, nacelle). Les aérogénérateurs sont identifiés par leur numéro de série et non leur numéro de mat ce qui complexifie l'identification de l'éolienne contrôlée.

Sur certains rapports la date n'est pas reportée (aérogénérateurs de 827500 à 827503 pour l'année 2024).

Des rapports de la société Veritech en date du 13 février 2024 puis du 12 février 2025 ont été transmis pour les extincteurs du poste de livraison. Sur ces rapports le numéro de série, la localisation, l'année de mise en service et le type sont présents cependant ils indiquent juste une absence d'anomalie (pas de vérification précisée, pas de poids, pas d'évolution possible entre les 2 années).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit s'assurer que les rapports des sociétés réalisant les contrôles des extincteurs sont suffisamment circonstanciés pour valider le bon fonctionnement des moyens de lutte présents dans ses installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 11 : Contrôle acoustique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28

**Thème(s) :** Risques chroniques, Acoustique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

**Constats :**

La réception acoustique du parc réalisée en 2020 a été transmise (rapport 2020.0442 par la société écho psy - constat de situation sonore parc éolien de Tillières). Les mesures indiquent des émergences diurnes conformes sur les 8 points de mesure, pas de tonalité marquée, par contre trois points de mesure présentent des émergences nocturnes non conformes.

Un plan de gestion acoustique doit donc être appliqué pour les vents dominants de Sud-Ouest 45 degrés en période hivernale et période nocturne pour envisager un fonctionnement conforme du parc.

Ces mesures ont été appliquées et un nouveau rapport de contrôle acoustique 21-21-60-01400-1A-TBA a été réalisé en 2021 par la société venathec sas. Ce rapport confirme le respect des seuils réglementaires en période nocturne en terme d'émergence chez les riverains. Le constat est établi pour des vents entre 4 et 7 mètres seconde.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Limitation des accès**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Limitation des accès

**Prescription contrôlée :**

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

**Constats :**

Tous les mats des aérogénérateurs ainsi que le poste de livraison ont été visités et ils étaient fermés à clef, inaccessibles.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Accès carrossable**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. les abords de l'installation placée sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

**Constats :**

Les accès et les plateformes ont été visités, les abords sont entretenus et carrossables.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Manuel d'entretien**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 alinéa 1

**Thème(s) :** Autre, Entretien

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection l'ensemble des manuels d'opération et de maintenance concernant les aérogénérateurs Enercon (maintenance 300 heures, graissage, principale, quadriennale, vent, Manuel d'opération, mise en service préalable et finale).

Ces manuels indiquent les opérations à réaliser, la finalité, la fréquence et contiennent parfois la check-list des points de contrôle.

Ces documents sont intégralement traduits en français.

**Type de suites proposées :** Sans suite